



## RÉSOLUTION N° 23 – UNE POLITIQUE ANTI-CRISE DIFFÉRENTE

Le 29<sup>e</sup> Congrès mondial de l'Internationale des Services Publics (ISP),  
réuni à Durban, Afrique du Sud, du 27 au 30 novembre 2012

### REMARQUE QUE:

A la suite de la crise économique, il existe un risque évident que les décideurs politiques n'optent pour des mesures d'une ambition excessive, ayant un impact sur les politiques fiscales nationales ou la fixation des salaires et freinant la croissance. Dans un nombre croissant de pays, le monde politique se concentre de façon trop exclusive sur la crise de la dette, l'une des conséquences de la crise économique.

Une telle attitude entraîne une politique de restriction visant à réduire la dette nationale, via une compression des aides sociales, une réduction des salaires et une dégradation des conditions de travail des employés du secteur public.

La crise de la dette n'est pas le fruit d'un secteur public démesuré ou trop dépensier au regard des services sociaux, des soins aux personnes âgées et aux enfants, de l'éducation ou autres services. Elle ne s'explique pas non plus par des salaires et des retraites trop élevés, ou de trop bonnes conditions de travail dans le secteur public. La crise de la dette résulte de la crise financière et économique, ainsi que de l'énorme aide apportée par les gouvernements aux banques et aux sociétés du secteur financier.

### REMARQUE ÉGALEMENT QUE:

Il faut cesser de se focaliser sur la crise de la dette et se concentrer plutôt sur la croissance durable, et sur une politique moderne et active, à même de relever les défis que la crise pose aujourd'hui pour la société.

Le secteur public est investi de la tâche la plus importante qui soit à l'échelle mondiale: offrir aux citoyens des prestations sociales stables de qualité supérieure.

Le secteur public peut compenser les fluctuations économiques grâce à son rôle de stabilisateur. Dès lors, il est plus que capital de conserver des emplois attractifs et rémunérateurs ainsi que des perspectives d'investissement dans le secteur public.

### REMARQUE ÉGALEMENT QUE:

Des aides sociales de qualité supérieure, offertes par nos membres aux citoyens et aux entreprises, constituent à bien des égards une condition à toute autre forme de production et de développement social. Cependant, comme nous en sommes témoins, un système de sécurité sociale de base doit véritablement fonctionner pour assurer à la société et aux entreprises un avenir reposant sur des fondements solides. Une politique de restriction prônant des coupes drastiques au regard des services du secteur public et des aides sociales n'est pas la réponse à une crise économique. Elle contribue uniquement à accentuer la tendance accrue au chômage, aux écarts sociaux et injustices sociales.

Une alternative à cette politique de restriction consiste à investir dans le secteur social, les infrastructures, l'éducation et la recherche, sur le lieu de travail. Des mesures similaires sont appliquées dans d'autres parties du monde, notamment au Brésil, en Afrique du Sud ou encore en Australie. Dans ces pays, il en résulte non pas une croissance négative ou faible, mais de la création d'emplois, une baisse des écarts et des injustices, une diminution de la pauvreté et un meilleur système de sécurité sociale.

### REMARQUE ÉGALEMENT QUE:

Il est essentiel que les pays puissent exercer leur droit souverain à contrôler le développement économique sous forme d'investissement croissant, de réduction des différences salariales et d'une sécurité sociale plus ambitieuse, dans la mesure où ces méthodes fonctionnent comme des stabilisateurs automatiques en période de récession économique et qu'elles permettent de stabiliser les fluctuations conjoncturelles.

Les sociétés démocratiques dans lesquelles la sécurité juridique et des aides sociales de haute qualité sont assurées, sont mieux équipées en temps de crise économique. Pour que ces sociétés poursuivent leur développement, il est nécessaire que les entreprises, les institutions et les particuliers qui alimentent les services d'aide sociale puissent continuer à le faire en conservant la confiance élevée de la population. Les citoyens sont en droit d'attendre un haut niveau de compétence et d'efficacité de ces services et de la sécurité sociale, ainsi que l'absence de toute corruption. Cela nécessite donc une protection sociale assurée par des fournisseurs compétents jouissant de bons salaires, d'une sécurité de l'emploi et de bonnes conditions de travail.

#### **REMARQUE ÉGALEMENT QUE:**

En période de récession, des ressources sont nécessaires pour lutter contre le chômage. A l'heure actuelle, bien peu de décideurs politiques osent s'abstenir lorsqu'une crise majeure point le bout de son nez. Le recours aux réductions d'impôts est fréquent, bien que l'arme la plus efficace contre le chômage et les replis économiques soit l'augmentation des dépenses publiques et des investissements.

Le mouvement syndical doit épauler ses membres du secteur public et soutenir les services offerts, afin que la fixation des salaires, le droit d'association et le droit de grève ne soient pas victimes de la gestion de la crise. En tant qu'organisation syndicale des employés du secteur public, nous devons collaborer avec d'autres organisations, en vue d'élaborer une politique économique différente, axée sur la croissance durable.

Cela signifie, à court terme, l'adoption d'une politique active pour la création et l'amélioration de l'emploi, de mesures bien spécifiques pour lutter contre le chômage des jeunes et de meilleures qualifications, afin de répondre aux solutions de diminution des salaires et des services de protection sociale. Cette politique doit être mise en place en investissant dans les infrastructures, l'éducation, la recherche et les emplois verts. Une réorientation de la production tournée vers l'écologie et l'énergie verte ne vont pas seulement améliorer rapidement la santé de l'économie, mais vont également permettre de créer de nouvelles opportunités de croissance durable.

Sur le long terme, il nous faut relever les défis structurels. Les finances publiques doivent s'appuyer sur des sources de financement reposant sur la solidarité et la répartition équitable. Nous voulons une fiscalité juste et progressive, afin de pouvoir garantir des finances publiques appropriées (adéquates) et ce, en vue d'assurer une société durable offrant à tous des systèmes de protection sociale et de retraite permettant une vie décente. Des mesures durables contre la pauvreté et les inégalités sont nécessaires. Nous devons briser le pouvoir des marchés financiers, par exemple via la scission des grosses banques et sociétés financières, l'introduction de taxes sur les transactions financières et la transformation des capitaux spéculatifs en investissements dans l'innovation, les emplois verts et la sécurité sociale.

#### **EXHORTE L'ISP À:**

- Renforcer sa connaissance et ses compétences en politique économique, prendre part au débat économique mondial, formuler des solutions claires et développer des outils pouvant aider les syndicats nationaux à participer et contribuer à ce débat sur la politique économique.
- Construire des réseaux pour consolider ses efforts.

#### **EXHORTE LES AFFILIÉS À:**

- Mettre tout en œuvre pour pousser le monde politique à résoudre les fluctuations économiques non plus par le biais d'économies et de restrictions à l'égard du secteur public, mais par le développement de la croissance et une demande accrue des services du secteur public.
- Soutenir les divers investissements à long terme dans les infrastructures, notamment celles de l'enseignement préscolaire ou les écoles, les bâtiments publics, les routes et les chemins de fer.
- Appuyer l'adoption d'une taxe mondiale sur les transactions financières.

Consultez toutes les [résolutions du Congrès](#) dont le Programme d'action et les Statuts.